



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

apprentis

Question écrite n° 61098

## Texte de la question

M. Philippe-Armand Martin (Marne) \* appelle l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et de la consommation sur l'interdiction pesant sur les artisans boulangers et pâtisseries concernant le travail des apprentis de moins de dix-huit ans les dimanches et jours fériés. En effet, il appert qu'antérieurement à la loi de cohésion sociale deux circulaires, l'une de 1975 et l'autre de 1995 accordaient une dérogation aux artisans boulangers et/ou pâtisseries leur permettant d'employer des apprentis de moins de dix-huit ans les dimanches et jours fériés. La profession a bien conscience des contraintes imposées par l'exercice de ces professions aux mineurs mais elle considère que le travail les week-ends et jours fériés fait partie intégrante de l'exercice de ces métiers et par conséquent de l'apprentissage de ces jeunes personnes. Les boulangers et les pâtisseries sont donc inquiets du maintien de cette interdiction dans la mesure où un grand nombre d'apprentis a moins de dix-huit ans et que les dimanches et jours fériés sont des jours de pleine activité pour la profession. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour autoriser les artisans boulangers et/ou pâtisseries à faire travailler leurs apprentis les dimanches et jours fériés.

## Texte de la réponse

En application de l'article L. 221-5 du code du travail, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. Par ailleurs, les articles L. 221-3 et L. 224-1 interdisent l'emploi des apprentis le dimanche et les jours fériés. Toutefois, les établissements de fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, les hôtels, restaurants et débits de boisson ainsi que tous les établissements listés à l'article L. 221-9 et les industries listées à l'article L. 221-10 sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire à leurs personnels par roulement. C'est la raison pour laquelle des circulaires ont autorisé depuis 1975 le travail des apprentis les dimanches et jours fériés considérant que dans les entreprises bénéficiant d'une dérogation de droit commun, les apprentis, dans la mesure où ils suivent le rythme de l'entreprise, peuvent travailler ces jours précis. Cependant, cinq arrêts de la Cour de cassation rendus le 18 janvier 2005 ont considéré que ces circulaires ne sauraient remettre en cause l'interdiction de faire travailler un apprenti les dimanches et jours fériés. Les secteurs de l'artisanat où l'activité est particulièrement importante les dimanches et jours fériés, notamment ceux de la boulangerie-pâtisserie, rencontrent désormais un problème pour former et employer des apprentis mineurs, le cas des apprentis majeurs ayant été réglé par l'article 23 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005. Par ailleurs, l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de 18 ans, combinée avec l'obligation d'un repos hebdomadaire de deux jours consécutifs et avec le jour de fermeture hebdomadaire de l'établissement, risque de rendre difficilement praticable l'apprentissage dans ces secteurs. Or, le Gouvernement a fait de la relance de l'apprentissage un objectif prioritaire, et ce mode de formation s'adresse à des jeunes qui sont à plus de 40 % des mineurs. Des dispositions législatives sont donc à l'étude afin d'apporter des solutions qui tiennent compte à la fois de la situation des jeunes qui souhaitent être formés dans ces secteurs d'activité, et de la situation des entreprises concernées.

## Données clés

**Auteur** : [M. Philippe Armand Martin](#)

**Circonscription** : Marne (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 61098

**Rubrique** : Formation professionnelle

**Ministère interrogé** : PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

**Ministère attributaire** : PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 22 mars 2005, page 2913

**Réponse publiée le** : 24 mai 2005, page 5420